

NEWS

SOLIDARNOSĆ

Date: le 15 mars 1985

No: 42



EN POLOGNE, une situation nouvelle se présente suite à l'adoption par le gouvernement Jaruzelski, d'une nouvelle stratégie répressive répartie sur trois fronts. L'Eglise reste la cible première des attaques suite à l'assassinat du Père Popieluszko. Les hausses de prix actuelles constituent, d'autre part, une autre tentative visant à allourdir le fardeau porté par la société. Enfin, l'arrestation et la détention de trois dirigeants de NSZZ "Solidarnosc" le 13 février, marquent le commencement d'une nouvelle vague d'arrestations des syndicalistes et des membres de l'opposition. Jan Litynski, un des membres de la Commission exécutive clandestine de Mazowsze (RKW), affirme dans une entrevue récente, que le gouvernement persiste à suivre la stratégie de force entamée en décembre 1981 avec l'instauration de l'Etat de guerre. Pourtant une nouvelle tactique a été adoptée. Jadis, le gouvernement de Jaruzelski évitait de frapper les trois groupes en même temps, préférant sans doute, les frapper l'un après l'autre. Selon Litynski, le gouvernement aurait sans doute désiré apaiser la société avec le procès "Popieluszko", en lui donnant une grosse couverture par la presse. Au lieu de cela, il a provoqué l'Eglise afin qu'elle réagisse vigoureusement aux attaques du régime contre sa position morale. Dans une déclaration commune, parue le 15 février, Lech Walesa et Jacek Kuron ont aussi accusé le gouvernement d'avoir "l'intention de continuer la violence et les atteintes contre les droits de l'homme" suite aux arrestations de Wladyslaw Frasnyniuk de Wroclaw, de Bogdan Lis de Gdansk et de Adam Michnik de Varsovie, chefs de file du syndicat. Walesa et Kuron ont tenu à rappeler que les actes d'amnistie restent lettre morte puisque les personnes libérées il y a quelques mois sont arrêtées aujourd'hui sous de nouvelles accusations. Ces actes, affirment Walesa et Kuron, "ne font qu'induire en erreur l'opinion publique de la Pologne et du monde entier". Les signataires font donc appel aux polonais de réagir vigoureusement contre "les actions illégales qui se font sous la couverture de la légalité".

LA TKK, direction clandestine de NSZZ "Solidarnosc", a déclaré récemment qu'elle entend contraindre le gouvernement à accorder une "augmentation générale des salaires de 2,000 zlotys" par mois par tête, suite à la promesse - non-tenue - par les autorités d'un allègement sensible des hausses de prix. (Le salaire moyen d'un ouvrier est approximativement de 7,000 zlotys, ou \$122 US au taux officiel). La TKK encourage les ouvriers à tenir "des meetings de protestation dans les entreprises" le 1er avril prochain, en "n'hésitant pas si nécessaire à recourir à l'arme ultime de la grève". La TKK appelle en outre à manifester le 1er mai dans les rues sur les thèmes suivants: "entière compensation" des hausses et "libération des prisonniers politiques" qui, selon des sources indépendantes seraient au nombre de 80. Si le gouvernement n'augmente pas les salaires, la TKK "envisage" que cette "protestation générale coordonnée et progressive" débouche sur un "mot d'ordre de grève nationale en juin".

LECH WALESA et ZBIGNIEW BUJAK ont signé une déclaration commune confirmant l'intention du syndicat d'exécuter d'autres actions de protestations malgré l'annulation du mot d'ordre de grève. Le but de ces actions est d'en arriver à une réforme économique

authentique, de défendre le niveau de vie, d'empêcher le prolongement de la journée de travail, de revenir au pluralisme syndical, de mettre fin aux attaques contre l'église et de libérer les personnes emprisonnées, entre autres les dirigeants syndicaux et militants récemment amnistiés: Wladyslaw Frasnyniuk, Bogdan Lis et Adam Michnik. La déclaration fut communiqué par téléphone à la BBC par Lech Walesa le 25 février.

LECH WALESA, président de NSZZ "Solidarnosc", est assigné à résidence à Gdansk et ne peut quitter la ville sans la permission de la police. Cette restriction lui fut annoncé suite à sa convocation d'une heure au parquet de Gdansk le 9 février.

DES ACTIONS DE PROTESTATIONS ont été organisées dans certaines usines à travers le pays, pour protester contre les hausses de prix, malgré la décision d'annulation de grève: celle-ci n'était pas parvenue partout à temps, selon certaines sources syndicales. Au chantier Warski à Szczecin, certains ateliers ont fait grève pendant 15 minutes; un ouvrier, Marek Taskiewicz, a été licencié pour y avoir participé. (Taskiewicz est membre du Comité des Citoyens contre la Violence). Des travailleurs à Ursus et à l'entre-

4°P. 12007

prise Stomil ont interrompu le travail. A Wroclaw, quelques messes ont été dites à l'intention de "Solidarnosc". A Huta Warszawa, un arrêt de 10 minutes et la diffusion d'un message de Zbigniew Bujak par les hauts-parleurs. A Zoliborz, on a pu voir pendant quelques secondes sur l'écran de la télévision, le slogan "Solidarnosc Vit", surimposé sur le film français diffusé ce soir-là.

LA COMMISSION des Droits de l'Homme de l'ONU a fait état de la situation en Pologne au cours de sa 41^{ème} session à Genève aux mois de février-mars derniers. Des délégués gouvernementaux de l'Australie, de la France, du Japon, des Pays-Bas, de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, ainsi qu'un représentant de la CISL, ont souligné le peu de progrès quant aux droits de l'homme en Pologne. Ils ont cité le maintien de l'interdiction du syndicat NSZZ "Solidarnosc" et la poursuite de la campagne de répression contre les militants syndicalistes. Mais les débats de la Commission portaient surtout sur l'Afghanistan; sur les répressions, les meurtres, la torture et la dévastation perpétrés par les autorités afghanes et les troupes soviétiques. Un rapport détaillé en cette matière fut préparé par le Rapporteur Spécial, M. Félix Ermacora, représentant autrichien à la Commission des Droits de l'Homme.

LE CONSEIL DES OUVRIERS à l'Acierie de Varsovie a gagné son procès contre l'administration de l'usine. Le conseil protestait contre une proposition permettant aux membres des néo-syndicats l'accès privilégié aux stations estivales de l'Allemagne de l'Est.

LE BUREAU DU TOURISME polonais a déclaré récemment que les agences de voyage devaient donner priorité aux membres des syndicats officiels, aux groupes de jeunes et aux regroupements sociaux dans les entreprises, de bénéficier de vacances organisées dans les pays de l'Europe de l'Est.

TROIS OUVRIERS de l'usine Warynski (fabrication de matériaux de construction) à Varsovie, ont été forcés de quitter la chaîne de montage à l'usine pour avoir refusé de signer des quotas de production falsifiés.

DES OUVRIERS du Service des Transports de Varsovie ont reçu l'ordre de travailler une journée de 12 heures afin de réaliser les quotas de production.

DEUX PERSONNES ont été tués et deux autres sérieusement blessés à l'usine de fabrication de tracteurs près de Varsovie, lorsqu'un mur de béton s'est effondré lors du forage des égouts. La cause probable de l'accident: négligence et le non-respect des normes de sécurité par l'administration de l'usine.

AUX CHANTIERS NAVALS de Gdansk, les membres de "Solidarnosc" représentaient 90% des 15 000 ouvriers en 1981. Aujourd'hui, les effectifs sont tombés à 12 500 et l'adhésion aux syndicats officiels subventionnés par le gouvernement ne s'élève qu'à 23%, c'est-à-dire 2 800 personnes. Les retraités consti-

tuent à peu près 1/5 du syndicat et les plus jeunes près d'un tiers. Selon M. Krzysztof Skibicki, président de la cellule du néo-syndicat du chantier, les retraités se sont inscrits au syndicat afin de récolter des bénéfices financiers, alors que les plus jeunes ont été séduits par des promesses de facilités de logement et de loisirs ainsi que par la distribution de denrées rares.

EN DECEMBRE 1984, le Comité des Citoyens contre la Violence de la région de Malopolska, a publié certaines données concernant les répressions contre les militants de "Solidarnosc" de la région Malopolska. Entre décembre 1981 et décembre 1982, 452 personnes ont été internées pour plus de trois mois. Depuis l'instauration de l'état de guerre, 521 personnes ont été arrêtées, puis relâchées suite aux amnisties de juillet 1983 et juillet 1984. 83 des militants internés, arrêtés ou inculpés ont choisi d'émigrer.

DANS SON QUATRIEME RAPPORT sur les Droits de l'Homme, le Comité Helsinki en Pologne informe que de juillet 1984 à décembre 1984, 58 personnes ont été arrêtées pour avoir participé à des activités indépendantes. Parmi les 58, 9 ont été traduites en justice; 8 ont été suspendues de leurs droits; 22 militants ont été condamnés à des peines de prison par des Collèges d'Infraction - trois de ces condamnations sur base d'accusations "d'hooliganisme". Actuellement, 80 prisonniers politiques se trouvent emprisonnés. (Le troisième rapport du Comité Helsinki sur les droits civils et de l'homme est disponible en anglais au Bureau de Coordination à l'Etranger. La traduction française devra paraître au mois d'avril.)

EWA KUBASIEWICZ, une militante de "Solidarnosc" de Gdansk, fait l'objet d'une enquête de police concernant ses activités pendant un séjour de 4 mois en France l'automne dernier. Elle avait déjà été condamnée à dix ans de prison pour avoir organisé une grève à l'Ecole Marine juste après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. Elle avait ensuite été libérée à l'occasion de l'amnistie de juillet 1983.

ZBIGNIEW BOGACZ, se trouve sans emploi depuis l'instauration de l'état de guerre en Pologne en 1981; il fut licencié en décembre '81 des mines de charbon "Piatek" en Haute Silésie pour y avoir organisé et dirigé une grève de deux semaines sur le tas. Mineur et militant syndical, Bogacz fut secrétaire de la Commission nationale des Mineurs de NSZZ "Solidarnosc" à Katowice. Après son arrestation en 1981, il fut jugé non-coupable par le parquet militaire mais n'a pas réussi à se faire réengager à la mine. Bogacz ne bénéficie pas d'assurance chômage ou de protection sociale. Son unique source de revenus provient d'un comité d'assistance parrainé par l'Eglise qui ne peut lui offrir qu'irrégulièrement de l'aide médicale et des colis.

"HUTNIK", le bulletin de "Solidarnosc" aux aciéries près de Cracovie, a publié une liste de 23 militants

syndicaux de la région de Malopolska qui furent amnistiés en juillet dernier mais qui n'ont pas été réembauchés. Ainsi:

STEFAN JURCZAK fut un dirigeant de la grève de 1980 aux chantiers Lénine et un des fondateurs de la branche NSZZ "Solidarnosc" à l'aciérie. Délégué à la première Convention Nationale, Jurczak devint par la suite un membre de la Commission Nationale. Depuis 13 décembre 1981, il a été interné dans six camps différents, détenu pour 48 heures et perquisitionné maintes fois. Jurczak fut emprisonné le 23 février 1984 et amnistié au mois d'août. Le directeur de la division Bochnia à l'Académie devait réembaucher Jurczak à sa sortie de prison mais ne l'a pas fait suite aux "conseils" de la police. Jurczak est interpellé régulièrement et depuis le 13 décembre 1981 a cumulé 2 ans de prison sans procès ni acte d'accusation formel.

STANISLAW HANDZLIK, 41 ans, militant de "Solidarnosc" à l'Académie Lénine, vivant dans la clandestinité après avoir organisé une grève en décembre 1981, fut arrêté en juillet 1982. Au mois d'août '82, il fut condamné à 4 ans de prison avec 2 ans de suspension de ces droits civils. A sa sortie de prison et malgré ses 16 ans de travail aux aciéries, il n'a pas été réembauché dans cette entreprise et se trouve depuis sans emploi.

STANISLAW KOTOWSKI et Andrzej Karpinski de Varsovie, interpellés au mois d'août 1984, ont été condamnés respectivement à 2,5 et 1,5 ans de prison ferme le 23 janvier 1985 pour distribution de publications clandestines.

JOZEF SRENIOWSKI, un ancien membre du Comité de Défense des Ouvriers (KOR) a été condamné à 2,4 ans de

prison ferme le 11 février 1985 pour "activités visant à provoquer des manifestations ou le désordre public". Sreniowski a vécu dans la clandestinité de décembre 1981 à octobre 1984.

TADEUSZ WYPYCH est actuellement incarcéré à la prison Rakowiecka de Varsovie. Arrêté pour la troisième fois en novembre 1984, Wypych fut condamné à 20 mois de prison uniquement sur base de l'ordre du procureur. Il est détenu dans une petite cellule avec des détenus de droit commun. Son droit à recevoir des lettres privées, de la nourriture et des cigarettes a été révoqué.

LA COMMISSION exécutive de NSZZ "Solidarnosc" de la région Malopolska a mis en circulation deux séries de timbres respectivement intitulées: "les publications indépendantes" et "la presse indépendante 1976-1984". Tous les bénéfices de la vente iront au financement des activités syndicales régionales.

LE BUDGET MILITAIRE de la République Populaire de Pologne a été fixé à 288,7 milliards de zlotys (approximativement 2,1 milliards de dollars US), selon les données de la Commission Nationale de la Défense. Le Budget de la Défense constitue 4,1% du revenu national et 7,5% du budget d'Etat. Les dépenses militaires pour 1985 ont augmenté de 14,9% par rapport à celles de 1984.

LE PRIX de base des produits d'acier importés en Pologne est de \$939 US par tonne, alors que d'exporter les mêmes produits ne rapporte que \$202 US par tonne. Parallèlement, la production des produits réservés à l'exportation absorbe deux fois la quantité d'énergie naturelle utilisée en Europe de l'Ouest.

SOURCES: AFP, 11 mars '85; Hutnik, nos. 18/90, 19/91; 4ème Rapport Helsinki (Pologne), septembre-février '85; International Herald Tribune, 11 mars '85; Libération, 13 mars '85; Pol Presse, no. 25; Radio Free Europe Research, no. 9, vol. 10; Tygodnik Mazowsze, nos. 116, 117, 118; Tygodnik Powszechny, no. 9, 10.

**